



PPAP : 1017 S 07559	Directeur de publication : Jacques CHRISTIEN	Prix : 0,4 €	N° 1 (nouvelle série)
<p><b>SOMMAIRE</b> <b>Bulletin de septembre 2017</b></p> <p><u>Page 1</u>: Édito. <u>Page 2</u>: La rentrée dans le premier degré. La rentrée dans le second degré. <u>Page 3</u>: Le Finistère à la pointe du combat contre la société Macron. <u>Page 4</u>: Fonction publique : mobilisé-es le mardi 10 octobre partout en France et dans le Finistère.</p>	<p>Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX Tél : 06 32 24 52 00</p> <p>71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER Tél : 02 98 53 76 77</p> <p>Email : <a href="mailto:fsu29@fsu.fr">fsu29@fsu.fr</a> Site : <a href="http://bretagne.fsu.fr">http://bretagne.fsu.fr</a></p>	<p>Quimper PPDC <b>PRESSE</b></p> <p>Dispensé de timbrage</p> <p>03/10/2017</p> <p><b>P</b></p> <p><b>PRESSE</b> DISTRIBUÉE PAR <b>LA POSTE</b></p>	

Composé et imprimé  
par nos soins

## ENGAGÉ-ES AU QUOTIDIEN

Les vieilles recettes du jeune président Macron ne trompent plus grand monde. Sept Français sur dix trouvent injuste sa politique, et les efforts inégalement répartis. L'ISF rapportant 5 milliards remplacée par l'IFI à 480 millions, ce sont plus de 4 milliards d'euros offerts chaque année aux plus riches, tandis que l'augmentation de la CSG va dramatiquement impacter les retraité-es aux pensions modestes.

Les plus touché-es seront les plus fragiles, les bénéficiaires de contrats aidés et/ou d'un habitat social, les personnes âgées, ... . Profitant de l'effet de sidération, c'est à marche forcée que le gouvernement entend mener sa contre-révolution : mise au pas par ordonnances des salarié-es du privé, retraite par points, accès limité des jeunes à l'Université, état d'urgence permanent, poursuite et aggravation de la chasse aux migrants dont tout particulièrement les mineurs isolés.

Concernant très directement notre champ de syndicalisation, un ouragan de mauvaises nouvelles pour les fonctionnaires : gel du point, journée de carence, report de mesures PPCR, suppression de 120 000 postes, CSG, ... .

La FSU entend adresser un message clair au gouvernement. Elle est à l'initiative, tant au niveau national que dans le Finistère, de l'appel à la grève et aux manifestations le mardi 10 octobre. Un appel auquel ont répondu favorablement l'ensemble des neuf fédérations nationales de la Fonction publique, une première depuis plus de 10 ans. Pour que vivent et prospèrent une société prônant la solidarité, les droits et les libertés et la réduction des inégalités, et une Fonction publique créatrice de richesses et au service de ces ambitions !

Youn LE ROY, secrétaire départemental

## LA RENTRÉE DANS LE PREMIER DEGRÉ

**Entre le devenir des personnes en contrats aidés et leurs missions laissées vacantes, un discours rétrograde du ministre sur l'éducation, comme par exemple sur la lecture ou le calcul, la rentrée dans notre département est bien morose.**

Pour le 1er degré dans le Finistère, nous constatons une situation de sous-nombre qui dure depuis deux ans. La solution utilisée par la DASEN pour « limiter la casse »: restreindre encore et toujours les droits des enseignant-es. Il est désormais quasiment impossible de travailler à mi-temps de droit, dans notre département. Alors même que les 80% restent refusés, les collègues se voient imposer des 79%. Les temps partiels sur autorisation sont, eux, devenus inaccessibles.

Nous continuons à revendiquer une dotation à hauteur des besoins pour que chacun puisse choisir son équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, par recrutement et par ouverture large des inéats.

Le manque d'enseignants est encore plus criant pour le bilingue bretonnant. Lors du CTSD, face

aux difficultés de recrutement, nous avons expliqué à l'Inspectrice d'Académie que le coût de la formation et les conditions d'enseignement étaient un frein pour beaucoup de potentiels volontaires. Nous avons obtenu une réponse incohérente sur le fait que l'on voyait trop de drapeaux noirs et blancs flotter en Bretagne. A croire que la Directrice Académique méconnaît totalement l'esprit de la région dans laquelle elle exerce, que la fierté de notre culture s'associe aux valeurs de la république, quand celle-ci nous parle de liberté, d'égalité, de fraternité.

La rentrée remet sur le devant de la scène les préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de pouvoir d'achat, de santé, de logement, de retraite. Les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant ainsi à mal les solidarités et s'attaquant brutalement aux droits sociaux. C'est pourquoi le SNUipp-FSU sera dans la rue le 10 octobre.

Sabrina MANUEL, SNUipp-FSU

## LA RENTRÉE DANS LE SECOND DEGRÉ

La situation est moins préoccupante dans le Finistère qu'en Ille et Vilaine concernant l'augmentation des effectifs. Cependant c'est encore et toujours des classes surchargées en collège et en lycée.

Pour le collège, les aménagements annoncés par le ministre concernant les EPI et l'AP ainsi que les classes bilingues, européennes et le latin, ont été bien accueillis par les collègues. Cependant, sans moyens supplémentaires, les établissements doivent se débrouiller pour bricoler des aménagements. Ceci n'est nullement satisfaisant, même si les annonces ont suscité des soulagements notamment sur les EPI. On remarque par ailleurs que la perte d'effectifs de l'an dernier au profit de l'enseignement privé se confirme.

En lycée, c'est l'enseignement professionnel qui donne des inquiétudes. Les bac pro tertiaires manquent de places et de profs. En industriel c'est le privé qui capte de plus en plus d'élèves.

En post bac, l'apprentissage aussi attire plus d'étudiants et les BTS industriels en subissent les conséquences. Les ratés d'APB ont contribué à des migrations vers le privé et l'apprentissage.

En conclusion ce n'est pas une rentrée aussi préoccupante que celle de l'an dernier (réforme du collège...) mais pas de quoi se réjouir non plus avec des moyens toujours insuffisants comme par exemple à l'hôpital Morvan où il n'y aura encore pas de prof pour les collégiens hospitalisés !

Yves PASQUET, secrétaire départemental SNES-FSU

## LE FINISTÈRE A LA POINTE DU COMBAT CONTRE LA SOCIÉTÉ MACRON ?

A l'heure de la rédaction de l'article, les fédérations des transports CGT et CFDT appellent à rejoindre le 10 octobre pour lutter contre la loi Travail 2. L'UD FO du Finistère, en dissidence vis à vis de la direction confédérale de Mailly en a fait de même. La journée de mobilisation du 10 octobre, qui devait se cantonner aux problématiques "Fonction publique" prend donc une autre nature.

Pour la FSU, dont le champ de syndicalisation s'étend au privé au fur et à mesure du développement des contrats privés dans les services publics, l'unité public-privé est d'autant plus incontournable. Une grève purement Fonction publique mobiliserait certainEs adhérantEs en laissant d'autres sur la touche au sein d'un même syndicat.

Pour les suites du 10 octobre, il faut notamment établir une plateforme revendicative inspirée par le fait :

- que les travailleurs/euses, avec ou sans emploi (étudiantEs, chômeurs/euses), subissent la dégradation et/ou la privatisation des Services publics ;
- que les dégradations des conditions de travail dans le privé créent un nouvel étalon pour celles dans le public ;
- que les attaques de Macron sur la Sécurité sociale toucheront tous les secteurs. Macron vient de démontrer le danger d'un changement de financement de la Sécurité sociale par la CSG en évoquant la fongibilité de la CSG pour compenser les pertes pour les communes dues à la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des ménages.

Pour celles et ceux destabiliséEs par l'éclatement des partis traditionnels et hésitant à lutter du fait d'un manque de perspectives institutionnelles, et les autres, cette plateforme devra intégrer rapidement les perspectives d'une nouvelle organisation du mode de production. Une plateforme de départ destinée à évoluer pourrait dans un premier temps reposer sur les propositions suivantes :

**Pour la préservation code du travail**, retrait des ordonnances et abrogation de la loi El Khomri, un véritable CDI pour touTEs, interdiction des temps

partiels imposés, de l'intérim, de la sous-traitance, des licenciements.

**Pour un financement de la sécu par les cotisations** patronales et non par l'impôt via la CSG.

**Pour une augmentation des salaires**, une augmentation uniforme pour touTEs de 400 € en points d'indice, pas de salaires inférieurs à 1700 € net.

**Pour la création de tous les postes statutaires nécessaires pour des Services publics** vraiment égalitaires.

**Pour la titularisation immédiate de tous les personnels précaires, sans condition de concours ni de nationalité.**

Ce n'est pas en négociant avec ce gouvernement que les syndicats obtiendront ces avancées mais en proposant des cadres de luttes qui permettront aux personnes, lucides sur les choix Macron de société mais résignées par une absence de cadre de mobilisation et de perspectives, de construire des outils de lutte contraignants parmi lesquels la grève générale reconductible.

L'ensemble de ces questions est aujourd'hui débattu au sein du mouvement syndical. La « Lettre ouverte aux syndicats, associations, fronts de lutte, formations politiques » du Front social interpelle ainsi directement les organisations syndicales en posant les questions de plateforme et de formes de lutte permettant de déboucher sur une victoire face au gouvernement : « *Toutes et tous, nous devons nous mettre autour d'une table pour définir ensemble une feuille de route, un plan de luttes, de grèves, de manifestations et des revendications communes, qui, en plus du retrait des ordonnances, permettent d'associer toutes les catégories professionnelles, la jeunesse, les précaires, les chômeurs, les retraités* ». La FSU devrait s'engager pleinement dans cette démarche. N'hésitez plus à participer aux prochaines réunions et actions du Front social Finistérien !

Serge DA SILVA, SNES-FSU-Émancipation

# FONCTION PUBLIQUE : MOBILISÉ-ES LE MARDI 10 OCTOBRE PARTOUT EN FRANCE ET DANS LE FINISTÈRE

- Pour une Fonction publique de progrès social, pour l'augmentation du pouvoir d'achat, pour l'emploi public,
- Refusant le gel du point d'indice, le rétablissement de la journée de carence, les 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique,

dans le cadre de l'appel national unitaire ci-dessous signé par l'ensemble des neuf organisations syndicales, la FSU 29 appelle toutes et tous les agent.es à la grève, et l'ensemble de la population à venir exprimer son soutien lors des rassemblements et des manifestations :

**Mardi 10 octobre à 10h30**  
**Brest : place de la Liberté**  
**Quimper : place de la Résistance**  
**Morlaix : place des otages**



*Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...*

*Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la Csg se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !*

*Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.*

*C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics. Services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.*

*C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou assemblés (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le mardi 10 octobre prochain, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.*

*Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.*

*Les Lilas, le 15 septembre 2017*